

Le DGSN Lahbiri lance une enquête

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4628 - Jeudi 15 novembre 2018 - Prix : 10 DA

A quelques jours de la célébration du Mouloud
Pas de pétards à l'horizon...

Page 3

Le Brent sous la barre des 66 dollars

La chute du pétrole s'accélère

Page 2

Un paysage politique bouleversé

Par Mohamed Habili

A une année des élections de 2019, qui verraient le renouvellement de l'Assemblée des représentants du peuple et du chef de l'Etat, le paysage politique tunisien est tout autre de ce qu'il était en 2014. Si un vote de confiance était exigible, non pas uniquement touchant la capacité du gouvernement à gouverner, mais celle des groupes parlementaires à le contrôler, Nidaa Tounes, le parti du président, et jusqu'à récemment encore celui du chef du gouvernement, Youssef Chahed, échouerait à l'obtenir. De premier parti à l'Assemblée à l'issue des élections de 2014, Nidaa Tounes n'est plus aujourd'hui que l'ombre de ce qu'il était, ayant connu une série de scissions qui ont fini par en faire un parti minoritaire. Un parti qui peut tout aussi bien boycotter un vote de confiance, ce qu'il a fait il y a deux ou trois jours, sans que cela empêche la caravane Chahed de passer. C'eût été un moindre mal s'il n'avait pas été le seul à éclater en plusieurs morceaux, si l'autre grande force politique, Ennahda, avait connu elle aussi la fragmentation. En 2014, Ennahda a fait dans l'autolimitation, une tactique de conquête du pouvoir longtemps pratiquée par les Frères musulmans égyptiens, avant qu'ils ne jugent bon de l'abandonner dans la foulée du Printemps arabe, avec les conséquences que l'on sait maintenant sur leur existence politique. En 2014, Ennahda s'était d'autant plus volontiers effacée devant Nidaa Tounes qu'elle voyait dans ce qui était arrivé aux confrères égyptiens plus qu'un avertissement, plus qu'une leçon à méditer, une mise en garde impérative.

Suite en page 3

Le SG du FLN démissionne pour «raisons de santé»

Ould Abbès sort par la petite porte



Ph.E. Soraya/J.A.

Durant toute l'après-midi, les versions se contredisaient, selon les sources et les chaînes téléés, les unes confirmant la démission, les autres l'infirmité...

Lire page 2

Selon Kamal Aksous

La sous-traitance victime de l'économie de rente et des importations

Page 3

Une riche programmation attendue à Alger

Festival international du cinéma, un espace de haute qualité

Page 13

Le SG du FLN démissionne pour «raisons de santé»

Ould Abbès sort par la petite porte

■ *Durant toute l'après-midi, les versions se contredisaient, selon les sources et les chaînes télé, les uns confirmant la démission, les autres l'infirmant...*

Par Nadjib Stambouli

Ould Abbès a démissionné hier de son poste de secrétaire général du FLN, après avoir été victime d'un malaise cardiaque. Sachant que c'est une raison de santé qui a motivé ce retrait, la première réaction est de souhaiter au concerné un prompt rétablissement et qu'il revienne à ses proches en bonne forme physique et morale. Mais durant toute l'après-midi, les versions se contredisaient, selon les sources et les chaînes télé, les uns confirmant la démission, les autres l'infirmant. Entre toutes ces versions contradictoires, émanant aussi de la masse de journalistes

PLF 2019 Le PT «s'attendait à davantage» de mesures sociales

LA SECRÉTAIRE générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a affirmé, hier à Alger, que sa formation politique s'attendait à davantage de mesures sociales au sein du projet de loi de finances (PLF 2019), dont le vote est prévu aujourd'hui. Dans une allocution prononcée lors de la session ordinaire du Bureau politique de son parti, M^{me} Hanoune a indiqué que le vote du PLF 2019 est prévu jeudi (aujourd'hui) à l'Assemblée populaire nationale (APN), «après deux jours seulement de débat», précisant que son parti s'attendait à «davantage de mesures d'apaisement dans les domaines sociopolitiques», notamment au vu de «la situation actuelle du pays». La secrétaire générale du PT a fait savoir que le PLF 2019 dont «l'examen durait avant 5 jours voire plus, n'a apporté aucune nouveauté» et poursuivra «la politique d'austérité, notamment en ce qui concerne l'ouverture de postes d'emploi ou le remplacement de ceux qui seront mis à la retraite». Elle a estimé, par ailleurs, que les budgets sectoriels étaient loin de répondre aux exigences et aux besoins des secteurs, soulignant que face à une telle situation, il est nécessaire, pour son parti, de réunir les conditions nécessaires pour préserver l'entité de la Nation du chaos qui ouvre la voie à l'ingérence étrangère. «Seule une mobilisation populaire, large et organisée, est à même de trouver une issue positive pour la Nation et de permettre la refondation politique, en opérant une rupture avec le statu quo établi et en prémunissant le pays contre les dangers tant internes qu'externes».

L M

massés devant le siège du parti à Hydra, on retrouvait notamment celle, frappée du sceau de l'officiel, de l'agence APS, peu susceptible de prendre à la légère des informations d'une telle importance. La même officialité auréolait le communiqué lu à la télévision publique. Ce chassé-croisé de versions est en lui-même un indicateur fiable et très crédible de la crise que traverse actuellement le FLN, plutôt sa direction, sous la houlette de Ould Abbès. Lorsqu'on évacue cette raison de santé, il ne serait pas indélicat de rappeler que cette démission intervient au lendemain d'une prise de position pour le moins étonnante de Ould Abbès, qui lui a valu une levée de boucliers au sein du parti, mais pas seulement. En effet, en se désolidarisant du ministre de la Justice, cadre influent de son parti, le FLN, sur le sujet de ses déclarations sur Ouyahia, Ould Abbès n'a fait que se rendre, au propre comme au figuré, du côté de son frère ennemi du RND. En fait, cette sortie a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et si hier, pour des raisons de santé selon la version officielle, qu'il ait démissionné ou ait été démis de son poste, ce retrait de gré ou de force a été décidé pour «l'ensemble de son œuvre». En effet, le désormais ex-secrétaire général du FLN a accumulé les erreurs, qui politiquement parlant sont autant de fautes, qui ne pouvaient rester éternellement sans provoquer d'effet boomerang. Il a été également l'auteur de sorties et de

déclarations qui, pour drôles qu'elles pouvaient être, n'en étaient pas moins motif à placer le FLN au peu valorisant rang de risée du monde politique. Hier encore, entre les déclarations des membres du FLN qui confirmaient sa maladie et ceux qui démentaient son départ, d'autres insistaient sur les «agissements irresponsables» de leur secrétaire général. Il va de soi que Ould Abbès ayant apparemment clos son parcours politique en sortant par la petite porte, mais aussi et surtout parce que ce retrait, volontaire ou imposé, est également adossé à un problème de santé, il serait inconvenant et indélicat de l'enfoncer aujourd'hui, ce qui reviendrait à tirer sur une ambulance.

Qu'on le veuille ou pas, le FLN tient une place importante, pour ne pas dire prépondérante, dans le paysage politique algérien. Ce départ, par-delà le remplacement de Ould Abbès par Bouchareb, président de l'APN, augure-t-il d'un sang neuf insufflé au parti FLN ? Il faut dire qu'il en a bien besoin, en cette orée d'échéances électorales et de batailles qui vont avec... N. S.



Ph/E. Soraya/J. A.

La dépêche de l'APS

Démission de M. Ould Abbès pour des raisons de santé, Bouchareb le remplace provisoirement

LE SECRÉTAIRE général du Front de libération nationale (FLN) a décidé ce mercredi de quitter ses fonctions de secrétaire général de ce parti en raison de «soutis de santé qui lui imposent un congé de longue durée», apprend-on de source officielle. L'intérim sera assuré par Moab Bouchareb en attendant que les organes habilités du parti du FLN se prononcent sur son remplacement, précise-t-on de même source.

APS

Le Brent sous la barre des 66 dollars La chute du pétrole s'accélère

Les prix du pétrole remontaient légèrement hier mercredi en cours d'échanges européens mais les investisseurs se focalisaient sur le déséquilibre du marché, l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) comme l'Opep prévoyant une offre dépassant la demande en 2019. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 65,91 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 44 cents par rapport à la clôture de avant-hier. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de décembre prenait 11 cents à 55,80 dollars. Les cours, qui plongent depuis début octobre, ont atteint avant-hier le plus bas en huit mois pour le Brent, à 64,61 dollars, et le plus bas en un an pour le WTI, à 54,75 dollars. «Ce qui a commencé avec un sentiment d'aversión au risque pour tous les marchés a été exacerbé par le pétrole par les exemptions accordées aux importateurs de pétrole iranien», ont rappelé les

analystes de Goldman Sachs. En assouplissant les sanctions sur l'industrie pétrolière iranienne, Washington a créé un supplément d'offre imprévu alors que les autres producteurs pompaient plus pour compenser cette perte. Après le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publié avant-hier, les marchés ont pris connaissance de la publication de l'AIE, qui souligne également une hausse des réserves mondiales de brut, en raison de la production abondante des trois géants qui sont l'Arabie saoudite, la Russie et les États-Unis. «Si l'Opep ne réduit pas sa production, nous allons vers une nouvelle hausse des réserves mondiales en 2019», a résumé Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix. «Rien ne justifie un tel phénomène de vente, surtout si l'Opep discute d'une baisse de la production», ont tempéré les analystes de Goldman Sachs. L'Opep se réunira début décembre à Vienne. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, défend déjà une baisse de la production du grou-

pe et de ses partenaires pour soutenir les prix. Indice de l'état du marché aux États-Unis, à la fois premier consommateur et désormais premier producteur mondial de brut, selon l'AIE, les investisseurs se tourneront aujourd'hui sur les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA) sur les stocks de pétrole du pays. Notons que dans son rapport mensuel publié avant-hier, l'Opep dit s'attendre pour l'an prochain à une hausse de la demande mondiale de 1,29 million de barils par jour (bpj), soit 70 000 de moins que sa prévision du mois dernier. Dans le même temps, l'offre non-Opep augmenterait de 2,23 millions de bpj, soit 120 000 de plus qu'estimé en octobre. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole avertit ainsi que le marché pétrolier risque d'être surapprovisionné l'an prochain du fait du ralentissement de la croissance mondiale et d'une hausse plus forte que prévu de la production de pays en dehors de sa zone d'influence. L'Arabie saoudite a annoncé ce week-end une rédu-

tion de ses exportations de 500 000 barils par jour à partir de décembre, tandis que les prix du Brent et du WTI ont perdu plus de 20% depuis leurs plus hauts en quatre ans atteints début octobre. L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, doivent se réunir début décembre à Vienne pour décider de leur politique. Le recul des cours s'explique aussi par un tweet du président américain Donald Trump s'opposant à l'appel de Ryad en faveur d'une réduction de la production. L'impact bien moindre que prévu des sanctions contre les exportations iraniennes pèse aussi sur les prix. Pour rappel, introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela).

Lynda Naili

A quelques jours de la célébration du Mouloud

Pas de pétards à l'horizon...

■ *Contrairement aux années précédentes, à quelques jours du Mawlid Ennabaoui prévu le 20 novembre, les espaces habituellement improvisés pour la vente des produits pyrotechniques, pétards et autres quasi-bombes, restent vides.*

Par Thinhinene Khouchi

Pas de pétards à l'horizon. En effet, contrairement aux années précédentes où des quantités importantes de produits pyrotechniques envahissaient les rues dans toutes les contrées du pays à plus d'un mois de la fête du Mawlid Ennabaoui, cette année, les vendeurs de pétards ont disparu. A quatre jours de cette fête traditionnelle durant laquelle habituellement l'utilisation et la vente des produits pyrotechniques atteint son paroxysme, les citoyens peinent à trouver un vendeur de pétards. Ils se demandent tous où sont passés les vendeurs illicites de ces produits indispensables à la célébration du Mawlid. Hamid, un habitant de Bab El Oued, nous a affirmé hier qu'il avait l'habitude d'acheter ces produits (pétards, feux d'artifice et fumigènes) au niveau de La Casbah d'Alger. Mais cette année, il a trouvé la rue déserte. «D'habitude, sur un parcours de près de 300 m, depuis le marché couvert Ahmed-Bouzirina jusqu'au marché Ali-Amar "Djamaa Lihoud", les vendeurs de pétards dressent des tables couvertes, collées les unes aux autres, de manière à profiter du moindre espace disponible. Cette rue se transformait durant la période de Mawlid en un haut lieu de vente de produits pyrotechniques. Les clients venaient de différents quartiers de la capi-



tales mais aussi de plusieurs wilayas du centre. «Cette année, relate-t-il, cette rue est devenue cruellement vide, ni vendeurs ni tables, ni pétards». même cas a Bab El Oued où les rues sont vides.

Ce jeune papa âgé de 32 ans se dit mécontent de cette situation car, «pour les enfants, le charme du Mawlid réside dans les pétards, et cette année mes enfants vont devoir se contenter

de bougies». En effet, cette situation est peut-être le résultat des différentes campagnes de sensibilisation contre les grands risques générés par l'utilisation des produits pyrotechniques et des bougies, lancées par le ministère de la Santé ainsi que la Protection civile ou la lutte contre les vendeurs illicites lancée il y a plus de 8 mois ou même la saisie de ces produits. A noté que durant ces deux derniers jours, à

travers plusieurs régions du pays, les brigades de la Gendarmerie nationale ont lancé une chasse contre ces vendeurs. Ils ont saisi des quantités de produits pyrotechniques, indique hier un communiqué de ce corps de sécurité. En effet, à Béjaïa, les gendarmes ont interpellé mardi, lors d'une patrouille au village Aboudaou, deux personnes qui voyageaient à bord d'un autocar d'El Eulma (Sétif) vers Béjaïa, en possession de 14 100 articles de produits pyrotechniques.

Une autre personne âgée de 27 ans a été interpellée dans la circonscription communale de Hassi-El-Fehal par les gendarmes, alors qu'elle voyageait à bord d'un autocar de Constantine vers Tamanrasset, en possession de 93 000 articles de produits pyrotechniques. A El-Oued, deux autres personnes ont été interpellées dans la circonscription communale de Kouinine par les gendarmes, alors qu'elles transportaient à bord d'une camionnette 10 496 pétards. A Sétif, les gendarmes de la brigade communale de Tachouda ont arrêté une personne à bord d'un véhicule taxi d'El Eulma vers Tébessa, en possession de 7 832 articles de produits pyrotechniques. Enfin à El-Tarf, les gendarmes ont interpellé une personne voyageant à bord d'un autocar d'Annaba vers El-Kala, en possession de 1 892 pétards.

T. K.

Utilisation des pyrotechniques

La Protection civile sensibilise sur les risques

Une campagne de sensibilisation sur les grands risques générés par l'utilisation de produits pyrotechniques et de bougies a été lancée hier par la Direction générale de la Protection civile, à l'approche de la célébration de la Fête de la naissance du prophète (Mawlid Ennabaoui), indique ce corps dans un communiqué. Cette

campagne est particulièrement dirigée en direction des franges vulnérables de la société, à savoir les enfants, à travers une série d'activités privilégiant la population scolaire et l'utilisation des réseaux sociaux comme support. «La manipulation de ces produits, à l'occasion de cet événement et leur extension progressive aux autres jours de l'an-

née, en raison de leur disponibilité sur le marché, malgré leurs prix exorbitants ainsi que la facilité de leur écoulement, nous mettent face à la responsabilité d'assurer une large médiatisation des risques générés par ces produits dangereux», relève la même source. La Direction générale de la Protection civile recommande, dès lors aux parents d'expliquer

à leurs enfants les dangers de ces produits, pourtant prohibés, et qui génèrent de graves blessures. Elle rappelle notamment les risques d'explosion dans les mains, les brûlures des yeux, la perte définitive de l'audition, sans compter les lésions irréversibles qu'ils provoquent, ainsi que les incendies.

H. Y.

Selon Kamal Aksous

La sous-traitance victime de l'économie de rente et des importations

La filière de la sous-traitance revêt un intérêt stratégique pour l'économie d'un pays. En Algérie, cette filière a connu une période descendante se traduisant finalement par un PIB de 6%, au grand maximum.

Il est essentiel, de l'avis des experts, de hisser ce secteur au niveau de la demande du marché, évaluée à 8 milliards de dollars, et c'est autant de devises qui échappent à l'Algérie. La sous-traitance en Algérie a subi les mêmes aléas que le secteur industriel. Cette filière a connu une période ascendante jusqu'au début des années 80 et un PIB de 20%, pour ensuite emprunter dans une courbe des-

pendante se traduisant finalement par un PIB de 6%. Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le président de la Bourse de la sous-traitance industrielle, Kamal Aksous, qui explique la raison de la part marginale détenue aujourd'hui par le secteur de la sous-traitance, résume cet état de fait par le glissement du pays d'une économie productive vers une économie de rente, de distribution et d'importation, «effilochant» le tissu industriel jusqu'à son déclin.

Le président de la Bourse de la sous-traitance industrielle note, cependant, la volonté affichée de revenir à un développe-

ment industriel «plus important et plus intégré», avec la sous-traitance comme clé de voûte.

L'Algérie qui s'engage aujourd'hui dans une politique économique et industrielle plus performante, est en même temps en train de s'orienter vers une plus large utilisation de ses capacités de production, afin de se libérer des importations. L'invité de la radio fait remarquer que plusieurs pays voisins de l'Algérie ont réussi dans ce domaine grâce à l'industrie automobile. «Ceux-ci ont pu réaliser des avancées dans le domaine de la sous-traitance industrielle, en particulier». Ainsi en appelle-t-il aux grands ensembles indus-

triels du pays, citant Sonatrach, la Sonelec, la SNVI et d'autres, de s'ouvrir aux sous-traitants pour leurs besoins en pièces de rechange. Pour Kamal Aksous, «l'avenir de ce secteur d'activité ne pourra émerger qu'à partir du moment où les grands groupes industriels dominants, à l'exemple de la SNVI, du secteur sidérurgique, de Sonatrach ou encore de Sonelgaz, importateurs de 70% de leurs intrants, s'y investiront plus massivement». A noter que les besoins exprimés en matière d'équipements industriels et de tout autre composant industriel et de pièces de rechange sont globalement de 25 milliards de dollars.

LA QUESTION DU JOUR

Un paysage politique bouleversé

Suite de la page une

Autant elle avait révisé à la baisse ses ambitions en 2014, au vu des événements d'Egypte, autant Nidaa Tounès, pourtant un assemblage politiquement hétérogène, s'était laissé emporter par les siennes. Quatre années plus tard, Ennahda n'a pas perdu un siège à l'Assemblée, alors que Nidaa Tounès a été laminé dans l'intervalle. L'une des causes des bouleversements intervenus dans le monde arabe à partir de 2010 a été le rejet viscéral par les peuples arabes du «taourit», cette tendance qu'avaient les hommes régnant de garder le pouvoir dans leurs familles. En favorisant l'arrivée à la tête de Nidaa Tounès son propre fils, le président tunisien certes ne le paraît pas à le remplacer également à la tête de l'Etat tunisien, il n'en reste pas moins qu'il a commis ce faisant une faute qui ne pouvait que le desservir lui aussi bien que son projet politique. Les peuples arabes vivant dans des républiques ressentent une sainte horreur envers tout ce qui rappelle la succession dynastique. Hafed Caïd Essebsi aurait été l'homme le plus compétent pour diriger Nidaa Tounès, ce qui est loin d'être prouvé, même dans ces conditions son père aurait été bien inspiré de l'en empêcher. On ne peut avoir renversé Ben Ali, entre autres en lui prêtant une intention relevant du «taourit», et puis se mettre soi-même à favoriser la carrière politique de son propre fils. La chose serait peut-être possible vingt ans après la chute de Ben Ali, mais pas si près de cette chute, qui en elle-même bien sûr tenait à des causes plus profondes. La question qui se pose aujourd'hui ne concerne pas Nidaa Tounès, dont tout indique qu'il est mort, mais plutôt Ennahda. Pratiquerait-elle comme en 2014 l'autolimitation ou ne s'en embarrasserait-elle pas en 2019 ? Ce qui revient à se demander quelle serait son attitude l'année prochaine : aurait-elle tendance à s'effacer devant son principal rival, qui ne serait pas Nidaa Tounès, ou au contraire, voudrait-elle lui damer le pion, et du même coup s'arroger l'essentiel du pouvoir ?

M. H.

Le président de la Bourse de la sous-traitance industrielle, Kamal Aksous, relève que le secteur industriel privé, qui recèle d'importantes opportunités à travers ses usines, ses équipements et ses activités de maintenance, pourrait lui aussi être mis à contribution pour booster le développement de la sous-traitance.

Louiza Ait Ramdane

Renouvellement des membres du Sénat

Le collège électoral convoqué pour le 29 décembre

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a signé un décret présidentiel portant convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation, qui aura lieu le samedi 29 décembre, selon le dernier numéro du Journal officiel.

Par Hania T.

La convocation du collège électoral se fait conformément à la Constitution, notamment ses articles 91-6 et 119 (alinéa 3) et à la loi organique 16-10 du 25 août 2016 relative au régime électoral, notamment ses articles 107, 108 et 109.

Le collège électoral est composé de l'ensemble des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et des membres des Assemblées populaires communales (APC) de chaque wilaya.

La dernière élection pour le renouvellement partiel des membres de la chambre haute

du Parlement algérien s'est déroulée le 29 décembre 2015. Elle a été marquée par la victoire du parti du Front de libération nationale (FLN) qui a gagné 23 sièges, suivi du Rassemblement national démocratique (RND) avec 18 sièges, les Indépendants avec 4 sièges, du Front des forces socialistes (FFS) avec 2 sièges et de Fadjr El Jadid avec un siège.

Le Conseil de la nation a été créé lors de la révision de la Constitution en 1996.

Il est composé de 144 membres, dont 96 élus au scrutin indirect et secret (2 tiers) et 48 désignés par le président de la République dans le cadre du tiers présidentiel. Une plénière



Ph.D. R.

aujourd'hui consacrée aux questions orales Le Conseil de la nation tiendra, à aujourd'hui, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées

à quatre membres du gouvernement, a indiqué hier un communiqué du Conseil.

Les questions concerneront les ministres des Moudjahidine,

de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, du Commerce et des Travaux publics et des Transports, a précisé le communiqué. H. T./APS

Quatrième jour de grève à Air Algérie

Une poignée de mécaniciens pour gérer le pavillon national

Au quatrième jour de la grève déclenchée dimanche dernier à 8 heures par les techniciens et mécaniciens du service de maintenance de la compagnie nationale Air Algérie à l'aéroport d'Alger, l'on s'interroge sur la sécurité des avions du pavillon national.

A ce titre, contacté par téléphone, Ahmed Boutoumi, président du Syndicat national des techniciens de la maintenance avion (Sntma) auquel ont adhéré pas moins de 479 mécaniciens et ingénieurs, a estimé qu'il n'est pas de son ressort de se positionner sur cette question. «Il y a une direction de l'aviation civile qui veille sur la conformité du travail de maintenance effectué sur les avions, et qui est seule est habilitée à se prononcer sur cette question». Toutefois, il ajoutera qu'«à défaut de pouvoir négocier un service minimum avec la direction qui aujourd'hui encore continue à fermer les portes du dialogue et qui a déclaré illégalement notre mouvement, quelques mécaniciens non grévistes se chargent, tant bien que mal, du contrôle et de la maintenance de la flotte». Revenant sur le mouvement de protestation que mènent les grévistes issus de toutes les couleurs syndicales depuis quatre jours, Ahmed Boutoumi rappellera la plateforme de revendications des protestataires qui, dira-t-il, «ne date pas d'aujourd'hui» et pour laquelle la tutelle persiste à faire la sourde oreille. En effet, poursuivra-t-il, «cela fait plus de deux années que nous appelons à un retour à une jus-

tice salariale en accord avec la hiérarchisation des métiers et des salaires telle que dictée par la convention collective de la compagnie nationale Air Algérie». A cette demande s'ajoute celle faite à la direction pour «se conformer à la loi algérienne en matière de recrutement des mécaniciens et des

ingénieurs aéronautiques». Sur ce point, le président du Sntma expliquera qu'«actuellement, Air Algérie procède à des recrutements de contractuels pour une durée de six mois, c'est-à-dire en contrat de travail à durée déterminée (CDD), ce qui est tout à fait contraire la loi qui, elle, parle de contrat de travail

indéterminé (CDI)». Poursuivant sur la situation de malaise socioprofessionnel qui règne au sein de sa corporation, outre de décrier une «forte pression au travail», il dénoncera le recours abusif à «des sanctions absurdes» qu'il qualifiera de «hogra». A ce propos, il évoquera «les ponctions sur

salaires injustifiées et répétitives» dont font l'objet les travailleurs de manière récurrente et pour lesquelles, ajoutera-t-il, «les services concernés invoquent une erreur, sans toutefois procéder à sa rectification sur le salaire prochain».

Lynda Naili

Campagne d'information pour expliquer le projet

La réorganisation du Bac entrera en vigueur en 2020

Une campagne d'information pour expliquer à la société le projet de réorganisation du baccalauréat, devant entrer en vigueur à partir de 2020, sera lancée dans les prochains jours, a annoncé hier la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat. Dans un entretien à l'APS, la ministre a précisé que «la campagne d'information sur le projet de réorganisation du baccalauréat sera lancée au cours du 1er trimestre de l'année scolaire 2018/2019 pour expliquer son contenu à la société», faisant état de la tenue de «tables rondes et de conférences en associant toutes les catégories à ce débat pour formuler des propositions». A ce propos, M^{me} Benghebrat a évoqué «un consensus avec le partenaire social (syndicats et associations de parents d'élèves) sur la réduction des jours d'examen de cinq à trois jours», indiquant que l'objectif principal est «le confort de l'élève». Elle a ajouté qu'il a été convenu, également, l'inclusion de l'évaluation continue en 2^e et 3^e années secondaires, faisant savoir que les matières d'éduca-

tion islamique et d'histoire feront partie des épreuves écrites du baccalauréat. Concernant les autres matières, la ministre a indiqué que «certaines seront incluses dans l'évaluation continue à partir de la 2^e année secondaire avec la pondération nécessaire entre les matières. La moyenne du baccalauréat comprendra ainsi la note de cette évaluation continue (pour chaque matière) et celle des épreuves écrites de l'examen. Les épreuves du baccalauréat se dérouleront en 3 jours au lieu de 5», a-t-elle détaillé. Soulignant que les épreuves du baccalauréat 2019 seront «les mêmes que celles des années précédentes», M^{me} Benghebrat a précisé que «cette campagne et ce débat ouvert à la société visent d'abord à informer pour procéder à la réorganisation du baccalauréat à partir de la session de 2020». A propos du système d'évaluation des cadres et parmi les principaux indicateurs définis, la ministre a cité l'évaluation administrative, pédagogique, relationnelle et de prospective, outre la disponibilité permanente requise

pour les fonctionnaires exerçant des fonctions et postes supérieurs. Ces postes exigent «la neutralité du responsable qui constitue un élément-clé, en matière de pilotage des établissements, entre autres», a-t-elle affirmé. L'évaluation touchera, dans un premier temps, les hauts postes de responsabilité. Selon la première responsable du secteur, «l'évaluation des responsables au niveau local ne se révélera pas uniquement aux résultats obtenus aux examens scolaires, mais sur également d'autres critères introduits dans le Système national d'évaluation en cours d'élaboration, dont les efforts et le dynamisme du responsable visant à trouver des solutions aux situations difficiles voire complexes auxquelles est confronté par exemple le directeur de l'établissement éducatif». Elle a ajouté que l'objectif n'était pas l'évaluation en soi mais l'autoévaluation, de façon à ce que le responsable ait un «baromètre personnel» pour reconnaître ses points faibles et œuvrer à leur résolution. M^{me} Benghebrat a appelé, dans ce cadre, à l'implication du

partenaire social dans la formation et à la garantie d'une rentrée sereine. Evoquant le partenaire social en tant que «partie prenante de l'équation pédagogique», la ministre a rappelé que son secteur avait invité les syndicats et les associations de parents d'élèves à toutes les rencontres organisées par le ministère avec les responsables du secteur dès la rentrée scolaire, exprimant le souhait que cette année scolaire puisse se dérouler dans «le calme et le respect du droit à la préservation des apprentissages de façon continue». S'agissant du dossier de la promotion, la première responsable du secteur a annoncé l'organisation d'un examen professionnel pour la promotion des enseignants qui se tiendra le 15 janvier 2019 pour 40 894 postes. Elle a également affirmé qu'un concours national pour le recrutement externe des enseignants sera organisé après l'expiration du délai fixé pour l'exploitation de la plate-forme numérique de recrutement des enseignants des cycles moyen et secondaire.

Anis F.

Pour attirer l'investissement

Bedoui insiste sur le rôle des autorités locales de réunir les conditions

■ Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a insisté à Sidi Bel-Abbès sur le rôle des autorités locales de réunir les conditions pour attirer l'investissement créateur de la richesse et de l'emploi.

Par Amel B.

«L'Algérie est un pays de richesses interminables et la main-d'œuvre qualifiée doit être exploitée», a souligné Noureddine Bedoui. Lors d'une rencontre avec la société civile locale au terme de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a exhorté les autorités locales à réunir toutes les conditions pour attirer des projets créateurs de richesse et d'emploi par des entreprises économiques privées ou publiques. «On ne peut pas compter uniquement sur la fonction publique pour créer des postes d'emploi. Nos jeunes qui doivent faire preuve d'esprit d'entreprise et d'initiative trouveront tout le soutien et l'accompagnement pour concrétiser ces projets», a-t-il martelé. «Nos collectivités locales doivent jouer un rôle leader dans ce domaine en veillant à la valorisation de nos biens, à l'adoption d'une approche économique à exploiter pour booster leur rendement et améliorer leurs recettes». «Les mécanismes de création de la richesse ont été mis en place dans les zones industrielles et les mini zones d'activités et nécessitent un accompagnement à travers des programmes de formation et des pratiques pour exploiter les investissements et les équipements publics de proximité avec la participation d'investisseurs privés suivant la stratégie mise en place par l'Etat pour ouvrir des perspectives d'invest-



PH. > D. R.

tissement et trouver de nouvelles alternatives à la politique de rente», a encore souligné le ministre. Noureddine Bedoui a également sommé les autorités locales de conduire le développement en ouvrant le champ devant l'investissement et en accordant des facilités administratives et fiscales à tous les jeunes porteurs de projets, notamment dans les nouveaux créneaux des énergies renouvelables, de la modernisation et autres. Des opportunités pour les entreprises à devenir partenaires dans la concrétisation sur le terrain, surtout que Sidi Bel-Abbès a de l'ascendance dans les technologies innovantes,

l'agriculture et l'agroalimentaire qui nécessitent l'orientation des jeunes vers une meilleure exploitation de ces atouts. Dans ce sens, le ministre a invité les jeunes à profiter des occasions offertes par l'Etat à la faveur des programmes de développement et de soutien initiés par le président de la République dans tous les secteurs et où la priorité leur est accordée pour faire valoir leurs compétences dans la concrétisation de leurs objectifs et de leurs ambitions et acquérir une formation de qualité les aidant à construire leur avenir et à contribuer efficacement à l'épanouissement de leur pays. «L'avenir est devant nos jeunes

et le dernier mouvement décidé par le président de la République dans le corps des cadres supérieurs au niveau local est la preuve de la volonté de rajeunissement de nos administrations en ce qui concerne les postes de responsabilité et le renforcement de la présence féminine», a déclaré Bedoui. En réponse aux préoccupations des représentants de la société civile, le ministre a souligné que le train du développement national prôné par le président de la République est sur de bons rails en voyant ce qui a été réalisé à Sidi Bel-Abbès comme bond qualitatif au profit de sa population dans divers domaines. La

wilaya sera renforcée par d'autres projets de raccordement au réseau de gaz de ville, d'électrification rurale, d'amélioration urbaine, de réaménagement des routes de wilaya et vicinales, de suppression des points noirs en matière de protection contre les risques d'inondations, d'aide à l'habitat rural et autres projets qui auront un impact positif direct sur la vie des citoyens. Noureddine Bedoui a aussi affirmé que «les projets de développement se poursuivront. Nous sommes en période de mise à niveau de nos infrastructures et de nos stratégies suivant les normes internationales en vigueur». «Réaliser la prospérité à nos concitoyens est la responsabilité de tous avec l'élaboration de programmes de développement des régions du Sud, des Hauts-Plateaux et des zones frontalières et montagneuses qui constituent la priorité des priorités», a-t-il ajouté, annonçant l'adoption d'une liste préliminaire comportant, entre autres, la réalisation et la réhabilitation des zones industrielles et des zones d'expansion touristique (ZET), l'exploitation des entreprises classées. L'opération est en cours pour recenser toutes les décisions afin de créer une dynamique de développement et accorder des facilités aux investisseurs et aux citoyens au niveau local. Une option qui sera renforcée davantage dans le nouveau code des collectivités territoriales, a-t-il fait savoir.

A. B./APS

Changes

La livre et l'euro poursuivent leur remontée face au dollar

La livre britannique continuait hier matin de progresser, profitant du projet d'accord sur le Brexit conclu entre les négociateurs britanniques et européens, tandis que l'euro grignotait un peu de terrain face au dollar. La livre britannique a même dépassé 1,3 dollar, poursuivant sa remontée entamée mardi. La monnaie européenne valait elle 1,1292 dollar, contre 1,1268 mardi soir. Mais l'éclaircie pourrait être de courte durée

car Theresa May doit encore faire adopter le projet d'accord à son cabinet. «L'échec de l'accord ferait craindre un Brexit désordonné, des élections générales et un second référendum», estime Rodrigo Catril, analyste chez National Australia Bank. «Il est plus ou moins certain que la livre ne s'échangera pas aux taux actuels à la fin de la semaine. Le taux sera soit beaucoup plus élevé, soit bien plus bas», a-t-il ajouté. Un euro

s'échangeait contre 0,8685 livre, après 0,8699 livre la veille. La progression de l'euro pourrait elle aussi être freinée par le fait que Bruxelles et Rome sont toujours dans l'impasse sur le budget italien. «La balle est maintenant dans le camp de la Cour de justice de l'Union européenne», rappelle Craig Erlam du cabinet Oanda, précisant qu'en attendant la décision, «la tension se fera sentir chez les investisseurs». Les Etats-Unis

pourraient aussi annoncer de nouveaux droits de douane sur les voitures produites par l'Union européenne, «une véritable tempête pourrait donc se profiler pour l'euro», a souligné Rodrigo Catril. Parmi les autres devises, le dollar était en petite hausse face au yen, à 113,90 yens hier contre 113,87 mardi soir. L'euro valait 128,62 yens hier, contre 128,32 mardi. Le franc suisse baissait légèrement face à l'euro, à 1,1372 franc

suisse hier matin pour un euro, contre 1,1362 mardi soir. La devise s'est appréciée face au billet vert à 1,0070 franc suisse pour un dollar contre 1,0086 mardi. L'once d'or valait 1 202,26 dollars, contre 1 200,11 dollars mardi soir. La monnaie chinoise dévisait à 6,9491 yuans pour un dollar mardi contre 6,9560 yuans mardi vers 15h30 GMT.

Asma S./Agences

Allemagne

Le PIB s'est contracté après seize trimestres de croissance

La croissance allemande a subi un brutal coup d'arrêt au troisième trimestre, avec un recul de 0,2% du PIB par rapport aux trois mois précédents, mettant fin à seize trimestres consécutifs de croissance enregistrés depuis début 2015, a annoncé hier l'Office fédéral des statistiques Destatis. Très attendu tant les inquiétudes s'accumulaient récemment autour la première

économie européenne, cet indicateur est lié «avant tout» au commerce extérieur, souligne la même source. Il ne marque certes pas une récession, qui suppose deux trimestres consécutifs de contraction du PIB, mais le recul est plus net que celui de 0,1% qui était attendu par les économistes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset. Pour l'ensemble de

2018, l'Allemagne devrait toutefois connaître une dixième année consécutive d'expansion économique, mais à un rythme nettement moins soutenu que l'an dernier, qui s'était traduit par une hausse de 2,2% du PIB. Le «léger recul» de la production intérieure est «avant tout lié à des facteurs extérieurs», explique Destatis, le troisième trimestre ayant vu diminuer les exportations allemandes

pendant que les importations progressaient. Même si l'office ne fournit pas d'explications sectorielles, la baisse des exportations «semble être largement due au secteur automobile», désorganisé par l'entrée en vigueur des nouvelles normes antipollution WLTP, observe Oliver Rakau, d'Oxford Economics. Dès lors, à ses yeux, «la vraie question est l'ampleur et la vitesse du rebond

dans les prochains trimestres», préfiguré par les données encourageantes de la production industrielle en septembre. La demande intérieure, solide moteur de l'économie allemande en début d'année, a quant à elle émis «des signaux contrastés», selon Destatis, avec des investissements en progression mais une consommation des ménages en déclin.

R. E.

Espace de promotion des produits de la ruche

Salon national du miel à Skikda

■ La 6^e édition du Salon national du miel qui se tient depuis samedi au Centre culturel Aïssat-Idir au centre-ville de Skikda, se veut un espace professionnel de promotion des multiples produits de la ruche.

Par Kamel N.

Pas moins de 25 exposants venus de 15 wilayas du pays présentent leurs gammes très variées de miel et autres produits dérivés de la ruche qui font l'objet d'une forte demande de la part des consommateurs, assure Ahmed Terika, apiculteur d'Alger.

Ce salon est «une opportunité pour les apiculteurs de promouvoir leurs produits et pour les consommateurs d'acquiescer des produits de très haute qualité, outre les possibilités d'échanges d'expérience entre les acteurs de la filière», a ajouté le même exposant.

Habitée de cette manifestation à vocation promotionnelle et commerciale, M^{me} Karima Sofi (55 ans) affirme acheter chaque année deux kilogrammes de miel de ce salon, assurant être satisfaite des propriétés thérapeutiques du miel.

Propriétaire d'un salon d'esthétique à Skikda, M^{me} Fatima Zahra (40 ans) confie visiter chaque année le salon pour obtenir du miel d'eucalyptus qu'elle utilise dans la préparation de divers produits de soins naturels pour ses clientes.

Nombre de visiteurs du salon se sont toutefois plaints de l'augmentation du prix du miel dont le kilogramme va de 3 500 à 6 000 DA, poussant beaucoup



d'entre eux à se contenter de l'achat de 500 ou 250 grammes.

Ces tarifs s'expliquent, soutiennent les producteurs, par les difficultés inhérentes à l'apicultu-

re dont la pratique impose une transhumance d'une wilaya à l'autre en fonction des différentes périodes de floraison.

La wilaya de Skikda qui

compte 305 000 ruches a réalisé, au titre de l'actuelle saison agricole, une production de miel estimée à 12 000 quintaux.

K. N./APS

Tizi-Ouzou

Des citoyens interpellent les autorités locales pour un «plan de développement» de leur région

Des citoyens de 14 villages de la localité de Attouche (20 km au nord de Tizi-Ouzou) ont interpellé mardi les autorités locales sur la nécessité d'élaborer un «plan de développement» pour leur région. Les protestataires, qui ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya, ont sollicité le wali pour une «sortie sur le terrain» afin de constater «les manques flagrants de toutes les infrastructures de développement» dont souffre leur localité. Cette action de protestation, décidée par le collectif des comités des villages de la localité, a été accompagnée d'une grève générale observée par les commerçants de la localité, suivie de la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra de Makouda. Reçus par le chef de cabinet

du wali, en présence du chef de daïra, du président de l'APC de Makouda et des directeurs de plusieurs secteurs, les représentants des protestataires ont exposé leurs doléances et ont été «assurés de la volonté des autorités de les prendre en charge» et de l'organisation d'une «visite du wali dans la localité prochainement».

Selon le document remis aux autorités par les représentants des contestataires lors de cette entrevue, il est fait état de plusieurs problèmes touchant divers secteurs, dont les réseaux routiers, l'hydraulique, la jeunesse et les sports, la santé, l'urbanisme et l'énergie. «La région d'Attouche souffre d'un manque flagrant de toutes les infrastructures de dévelop-

pement et des projets qui sont à l'arrêt depuis plusieurs années. Malgré les tentatives multiples pour alerter les autorités, la région continue de vivre dans l'oubli, en cumulant des promesses non tenues de prise en charge de tous les problèmes de la localité», indique-t-on de même source.

Parmi les points soulevés, figure «la situation du réseau routier de la localité, notamment le chemin de wilaya 3 (CW) reliant la région à Azzefoun et Tigzirt, resté sans entretien depuis sa réalisation en 2007 en raison de la densité de la circulation et des différents travaux de gaz et d'assainissement», a indiqué à l'APS Lounaci Makhlouf, membre du collectif des comités de village.

Il a été également soulevé, soutient-il, «la situation du bureau de poste, qui existe depuis 30 ans, fermé depuis 2012 pour rénovation et qui n'a jamais été rouvert depuis suite à l'opposition de propriétaires du terrain réclamant des indemnités». Par ailleurs, le collectif des comités de village a présenté aux autorités une «feuille de route» contenant des propositions pour «une solution» à leur doléances en procédant à «la récupération des terrains communaux pour la réalisation des P.O.S, permettant ainsi la création de nouveaux pôles urbains dignes de ce nom qui porteront les infrastructures nécessaires au bon développement et désenclavement de la région».

Hafid Ch.

Alimentation en eau potable et assainissement à Ain Fekkane

Mascara : des projets dotés d'une enveloppe de 98,5 millions DA

La commune d'Ain Fekkane (Mascara) a bénéficié de six projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement, dotés d'une enveloppe de 98,5

millions de dinars, a-t-on appris mardi du directeur des ressources en eau. Présentant des explications au wali lors d'une visite dans la daïra d'Ain

Fekkane, Fethi Ougar a indiqué que la commune a bénéficié de 3 projets d'assainissement pour une enveloppe de 55 millions DA et de 3 autres d'AEP (43,5 mil-

lions DA). Trois de ces projets ont été achevés. Le même responsable a signalé l'achèvement du projet de raccordement de 15 foyers d'Ain Fekkane au réseau

d'assainissement (2,2 millions DA), faisant savoir que les travaux d'un collecteur d'assainissement en cours de réalisation pour un coût de 32,4 millions DA seront achevés au mois de janvier prochain, de même que ceux d'un réseau d'assainissement des eaux usées doté de deux bassins de drainage (20,4 millions DA). Un réservoir d'eau de 1 000 mètres cubes, d'un coût de 25 millions DA, sera réceptionné à la fin du premier semestre 2019 pour alimenter en eau potable 800 familles de neuf villages en eau potable, a-t-on annoncé. Le wali de Mascara, Hamid Baïche, a rencontré des représentants de la société civile qui ont soulevé leurs préoccupations focalisées sur l'aide à l'habitat rural, le logement locatif, les centres de santé, la réalisation d'écoles primaires dans les centres ruraux et les nouvelles cités, auxquelles il s'est engagé à répondre suivant la priorité.

Fahim Y.

Ali T.

Ansej Tébéssa

Financement de 745 projets depuis 2014

Au total, 754 projets d'investissement dans divers domaines ont été financés par l'antenne locale de l'Agence nationale du soutien de l'emploi de jeunes (Ansej) dans la wilaya de Tébéssa depuis janvier 2014 jusqu'au 30 juin 2018, a indiqué mardi la chargée de la communication au niveau de ce dispositif d'aide à l'emploi, Wahiba Gaba.

La même responsable a précisé à l'APS que les trois annexes de l'Ansej, situées dans les communes de Chréa, Bir El-Ater et Tébéssa, ont financé ces projets sur un total de 1 047 projets accordés par la commission mixte de choix et études, nécessitant une enveloppe financière de l'ordre de 2,44 milliards DA.

Le financement de ces projets a engendré la création de plus de 1 090 nouveaux

postes d'emploi, a fait savoir la même source, afin d'encourager l'investissement au niveau de cette wilaya frontalière, améliorer le développement et créer de nouveaux postes d'emploi.

Dans les détails, M^{me} Gaba a précisé que 304 projets ont été financés dans le secteur des services par l'Ansej de Tébéssa, pour un investissement de 752 millions DA qui ont permis de créer 426 postes d'emploi.

Le secteur de l'agriculture se place en deuxième position à travers le financement de 185 projets ayant nécessité la mobilisation de 706 millions de dinars et créant 257 postes de travail, a fait savoir la responsable.

Elle a ajouté que dans le domaine de l'artisanat, 94 projets ont été validés et financés par l'Ansej depuis 2014. Ces projets d'invest-

issement ont permis d'assurer 118 postes d'emploi.

De plus, 51 projets dans le secteur des bâtiments et travaux publics ont été financés par l'antenne locale de l'Ansej, 46 dans le secteur de l'industrie, 36 dans le secteur du transport et 29 dans les fonctions libérales, a-t-on encore détaillé, assurant que ces projets ont permis la création de 310 postes d'emploi au profit des jeunes de la wilaya.

S'agissant des projets d'investissement créés par des femmes, la même source a fait savoir que ce dispositif d'aide a financé 58 projets pour lesquels 147 millions DA ont été alloués. Ces projets ont engendré 101 nouveaux postes d'emploi.

Tunisie

«La menace terroriste est toujours présente»

■ Le ministre tunisien de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi, a affirmé mardi que la situation sécuritaire est stable grâce à la vigilance et la promptitude des unités militaires et sécuritaires et à la coordination entre eux, rapporte l'agence tunisienne TAP.

Par Moncef G.

Au cours d'une séance d'audition devant la Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces porteuses d'armes de l'Assemblée des représentants du peuple, le ministre a estimé que la menace terroriste est toujours présente, la qualifiant de sérieuse notamment face à la présence, sur les hauteurs ouest de la Tunisie, de dizaines de terroristes, sans oublier certaines cellules dormantes dans les villes et des éléments terroristes au niveau des frontières tuniso-libyennes. Il a indiqué que les unités militaires sont en état d'alerte permanent pour parer à toute éventuelle infiltration de ses éléments dans le territoire

tunisien. Il a relevé que des informations récurrentes, qui nous parviennent depuis 14 mois, font état de la présence d'éléments terroristes sur les frontières tuniso-libyennes. Le ministre a passé en revue les principales opérations menées par les unités militaires en matière de lutte contre le terrorisme. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'Armée a mené 877 opérations dans les différents

gouvernorats du pays auxquelles ont participé 35 000 militaires. Par ailleurs, Abdelkrim Zbidi a mis l'accent sur l'importance d'organiser l'Etat d'urgence à travers la promulgation d'une loi organique à même de remplacer le décret n° 78-50 du 26 janvier 1978, réglementant l'état d'urgence. Ce décret, a-t-il estimé, a un impact négatif sur l'investissement et le tourisme et



PH. > D. R.

ne répond plus aux nécessités de la situation. Pour lui, ce décret est anticonstitutionnel en

ce qui concerne les libertés individuelles. **M. G./APS**

Ouyahia

La Libye est «perturbée par beaucoup d'interventions extérieures»

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a indiqué, mardi à Palerme, où il participe à la conférence internationale sur la Libye en tant que représentant du président de la République, que la Libye est «perturbée par

beaucoup d'interventions extérieures». «L'Algérie n'a pas cessé d'apporter sa contribution par mille et un contacts et des rapprochements des uns et des autres, mais ce n'est pas facile, car la Libye est perturbée par

beaucoup d'interventions extérieures», a affirmé M. Ouyahia dans une déclaration à la presse à l'issue des travaux de la conférence. Il a relevé que la conférence de Palerme constitue une occasion pour «lancer un appel aux autres acteurs de la communauté internationale leur demandant de laisser leurs ambitions pour un peu plus tard, car pour le moment, nous avons tous une seule ambition, celle de sauver la Libye et, donc, de nous insérer tous sous le toit des Nations unies». Il a ajouté que l'Algérie n'a pas cessé de déployer ses efforts pour que la Libye retrouve le chemin de la paix. Par ailleurs, le Premier ministre a estimé que «même si la réconciliation n'est pas encore dans le discours des Libyens, elle constitue une perspective incontournable», rappelant que «c'est dans

ce cadre qu'il a tenu à leur faire un exposé sur l'expérience algérienne». L'Algérie a pu sortir d'un «cauchemar» grâce à la volonté politique, incarnée par le président de la République qui «a eu le courage d'amener les Algériens vers le choix de la concorde et la réconciliation», a-t-il expliqué, ajoutant qu'en Libye «il n'y pas de leadership qui peut le faire» et que l'ONU «est en train de tendre la main et de tirer les Libyens vers l'avant». M. Ouyahia n'a pas manqué de rappeler que le cas de l'Algérie est «un modèle à travers le monde». «Outre la stabilité et la sécurité dont nous jouissons, le fait le plus important est que nos enfants ne partent plus rejoindre des groupes terroristes comme «Daech» ou autre», a-t-il conclu. **Lamine H.**

«Nidaa Tounes» limoge cinq de ses députés

Cinq membres du bloc parlementaire du mouvement tunisien «Nidaa Tounes» ont été limogés mardi, a annoncé le chef du bloc, Sofiene Toubel, dans une déclaration officielle adressée au président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement), Mohammed Ennaceur. L'annonce a été faite mardi par Toubel sur sa page Facebook officielle, sans avoir mentionné les raisons du limo-geage des cinq députés. Ainsi,

le bloc parlementaire de «Nidaa Tounes» est passé de 51 à 46 députés. Le mouvement comptait 89 députés (sur 217) aux termes des élections législatives. Lundi, le Parlement tunisien avait accordé à une large majorité, la confiance au nouveau gouvernement dirigé par Youssef Chahed, 41 ans. Un vote considéré par les observateurs comme «une victoire du jeune Chef de gouvernement». Le mouvement «Nidaa Tounes»

(51 députés) a boycotté la séance plénière consacrée à ce vote de confiance. Jeudi, ce mouvement tunisien selon l'agence de presse tunisienne TAP, a appelé ses membres qui détiennent des portefeuilles ministériels à quitter «immédiatement» le gouvernement, affirmant que «tout non-respect de cette décision est considéré comme un départ définitif du parti et une démission de toutes ses structures». **M. N.**

Conférence de Palerme

Les participants réaffirment leur «ferme engagement» pour la souveraineté de la Libye

Les participants à la conférence de Palerme (Italie) sur la Libye dont les travaux ont été clôturés mardi, ont réaffirmé leur «ferme engagement» pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye. Dans leur déclaration finale, les participants ont appelé la communauté internationale à «soutenir le processus de stabilisation dans ce pays avec une direction libyenne», mettant en avant «leur ferme engagement pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye». La situation politique et sécuritaire actuelle est «conjoncturelle» et «il n'y a pas de solu-

tion militaire en Libye», ont-ils soutenu. A cette occasion, les participants ont réitéré «leur approbation et total soutien au plan d'action de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour la Libye et aux efforts de l'envoyé personnel du secrétaire général onusien, Ghassan Salamé», se félicitant du briefing qu'il avait présenté au Conseil de sécurité le 8 novembre 2018 dans lequel il avait appelé à «la tenue d'une rencontre nationale inclusive dirigée par la Libye durant les premières semaines de 2019». A cet effet, ils ont mis l'accent sur l'importance «de rouvrir les portes

d'inscription sur les listes électorales», réitérant «leur détermination à suivre de près les résultats de la conférence de Palerme et à évaluer l'application des engagements pris». Par ailleurs, les

participants ont salué l'engagement des délégations libyennes à «encourager la Chambre des représentants pour la promulgation d'une loi à l'effet d'accomplir le processus constitutionnel en

tant qu'acquis principal pour la souveraineté de la nation libyenne et à s'acquitter de leurs responsabilités en vue de tenir des élections crédibles». **May T.**

Conte :

«Le processus de stabilisation doit être laissé aux Libyens»

Le processus de stabilisation de la Libye doit être laissé aux Libyens, a affirmé le Chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, mardi à la fin de la confé-

rence de Palerme (Sicile) sur la Libye. «Le soutien de la communauté internationale peut accélérer le processus de stabilisation, qui doit être totalement laissé aux Libyens. Votre destin est entre vos mains», a-t-il lancé aux Libyens lors d'une conférence de presse au côté de Ghassan Salamé, l'émissaire de l'ONU pour la Libye. M. Conte s'est en outre félicité d'une «forte cohésion internationale» lors de la conférence qui s'est ouverte lundi soir. De son côté, M. Salamé a noté toutefois «une convivialité beaucoup plus grande» parmi les participants libyens, considérant la conférence de Palerme comme «un succès». «Les Libyens méritent une vie bien meilleure que celle qu'ils

vivent actuellement. Il est grand temps qu'ils prennent leur destin en main sans notre soutien», a ajouté l'émissaire de l'ONU. Il s'est félicité du «soutien unanime» des participants à la conférence nationale libyenne qu'il envisage d'organiser en Libye début 2019, avant le lancement du processus électoral au printemps. Dans le communiqué final de la conférence, les participants ont souligné notamment la nécessité de préparer le cadre constitutionnel pour la tenue d'élections – dont un référendum sur un projet de constitution –, de soutenir la conférence nationale de l'ONU et d'appuyer la formation d'une armée unifiée sous une autorité civile. **R.M.**

Règlement de la crise libyenne

Salamé s'est dit «rassuré» sur l'engagement des Libyens

Lémissaire des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, s'est dit «rassuré» sur l'engagement des Libyens en vue d'un règlement de la crise dans leur pays et notamment sur leur soutien à la «conférence nationale» libyenne qu'il entend convoquer pour le printemps prochain. L'organisation de cette conférence nationale a été «rendue plus facile aujourd'hui grâce

au soutien unanime des différentes parties libyennes» et à «l'engagement clair des Libyens à y participer», a affirmé M. Salamé à l'occasion d'une conférence de presse avec le Chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, en marge de la conférence de Palerme sur la Libye. Outre les principaux dirigeants libyens dont le président du Conseil présidentiel, Fayez Al-Sarraj, le pré-

sident de la Chambre des représentants, Aguila Saleh, le président du Haut Conseil d'Etat, Khaled Al Mechri et l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, prennent part à cette conférence initiée par l'Italie, notamment les pays voisins de la Libye, à l'instar de la Tunisie, l'Algérie, l'Egypte, parmi une vingtaine de pays. **Hani Y.**

Industrie automobile

Le premier véhicule Ford sortira en mars 2019 en Algérie



SMT Algérie

Créer une relation privilégiée avec le client



SM T Algérie, distributeur exclusif de Volvo Construction Equipment, Volvo Trucks Corporation et SDLG en Algérie depuis 2014 et distributeur des marques Sennebogen, Dressta et Sandvik plus récemment, a présenté à la presse nationale son nouveau directeur général, Franck Malka.

Nommé directeur général de SMT Algérie, Franck Malka prend ses nouvelles fonctions début novembre 2018. Fort d'une expérience de 25 ans principalement dans le domaine du véhicule industriel, Franck Malka (50 ans) est diplômé de l'université Lyon3 après des études supérieures de finances, puis des études en management. Il avait auparavant été entre 1993 et 2012 successivement responsable de site - directeur commercial chez Renault Trucks à Lyon, directeur général Renault Trucks Loire Atlantique pour poursuivre au sein de la société Sami Atlantique, groupe regroupant les activités Mercedes Trucks et Komatsu.

Par cette nomination, Franck Malka apporte à SMT Algérie des compétences et une expérience de grande valeur, deux facteurs clés permettant de poursuivre le renforcement de l'entreprise surtout dans une conjoncture macroéconomique locale complexe.

Pour le nouveau patron, «l'Algérie est le 2^e marché de l'équipement de construction en Afrique, totalisant environ 5 000 machines par an. C'est égale-

ment un des principaux marchés du véhicule industriel avec environ 4 000 immatriculations annuelles».

En Algérie, SMT met tout en œuvre pour répondre à la valeur centrale du groupe, à savoir : créer une relation de partenariat avec son client. Dans cette optique, SMT Algérie répond aux besoins de ses partenaires en améliorant la proximité par une présence élargie sur le territoire national dans les quatre axes du pays.

De son côté, Nabila Boudiaf, directrice marketing, soulignera que «SMT Algérie est composée d'une centaine de personnes disposant entre autres de techniciens itinérants qualifiés assurant un service après-vente de proximité».

Afin d'apporter une qualité de service optimale, «nous disposons d'infrastructures adaptées permettant de satisfaire tout type de travaux tels que la mécanique, la tôlerie, et la carrosserie», a-t-elle ajouté.

L'ensemble de la gamme des marques distribuées est disponible à la vente pour toute l'Algérie avec notamment un stock important de pièces de rechange.

SMT «Services Machinery and Trucks» est le premier distributeur et partenaire après-vente pour l'industrie de l'équipement et du transport. Chez SMT, le client est au centre des priorités et au cœur de toutes ses actions, c'est ainsi que SMT crée une relation de partenariat à long

terme dans laquelle il s'inscrit dans sa chaîne de valeur pour contribuer à la croissance de son entreprise.

Avec une présence dans 30 pays à travers le monde (Europe: 4 pays, 13 sites et 26 revendeurs compacts & services - Afrique : 26 pays, 25 sites, 15 filiales, 7 revendeurs SDLG), SMT propose une gamme complète de produits de marques parmi les plus fiables et robustes adaptées à divers domaines d'exploitation tels que l'exploitation minière et carrière, transport et distribution, recyclage et gestion des déchets, construction routière, transport de personnes, construction et infrastructures, systèmes électriques, secteur portuaire et marin et enfin agriculture et gestion forestière.

SMT a assis sa réputation d'excellence en proposant des services et des solutions à valeur ajoutée adaptés au marché et aux besoins de ses clients. SMT est le représentant exclusif dans les secteurs suivants :

Équipement et construction:

Volvo
Construction Equipment, Sennebogen,

Dressta, SDLG & Terex Trucks
Secteur du transport : Volvo Trucks, Mack Trucks et Eicher

Secteur du transport par autocar : Volvo Bus, Volare, Eicher

Secteur des moteurs industriels et marins : Volvo Penta

Le client étant au cœur des préoccupations de l'entreprise, SMT propose des solutions permettant de répondre parfaitement aux sollicitations des clients en leur mettant à disposition un service après-vente efficace et rapide et en leur fournissant exclusivement des pièces de rechange d'origine afin de garantir un entretien optimal des équipements.

Dans un souci de mobilité permanente, SMT répond par 85% de disponibilité des pièces dans le monde via un réseau étendu et grâce à son expérience logistique de longue date.

Toujours dans l'optique de partenariat avec le client, SMT met à disposition un service formation avec des sessions constamment mises à jour et actualisées afin de tenir compte des nouveautés produites et de l'évolution de l'industrie.

Animée par Ali Zidane

La première voiture Ford sortira de l'usine AMC qui élira domicile dans la wilaya de Relizane en mars 2019, suite à l'approbation du Conseil national de l'investissement (CNI) pour l'entame de l'activité de la marque américaine en Algérie.

En premier lieu, l'usine assemblera deux modèles, à savoir les Ford Figo et le Crossover Echosport, avec un taux d'intégration de 30% pour la première année avant de passer à un taux de 40%. Le futur site industriel, premier du genre en Afrique du Nord pour la marque américaine, sera la première usine de construction automobile en Algérie qui entamera le processus de production avec un taux d'intégration aussi élevé.

Le coût global de l'investissement est de l'ordre de 200 millions de dollars US. Le complexe industriel qui se trouve au niveau de la commune de Sidi Khattab à Relizane (ouest d'Alger), est d'une superficie de 100 hectares,

indique la même source.

Selon les responsables de la marque, la capacité de montage de l'usine pour la première année est de 25 000 unités, un chiffre qui sera revu à la hausse dès la deuxième année avec une capacité de production de 50 000 unités sur deux lignes de montage ultra modernes répondant aux normes draconiennes avec lesquelles la marque Ford gère toutes ses usines de par le monde.

Cet important projet découle du contrat de partenariat signé entre l'entreprise AMC et le constructeur Ford en novembre 2017 qui stipule également la réalisation d'un Centre de formation «Ford Training Center» qui prendra en charge l'apprentissage des employés de l'usine (techniciens et mécaniciens) qui sera supervisé par le géant mondial «Ford», qui assurera le transfert de technologie et toute l'expertise nécessaire dans le domaine de l'automobile.

In Fidalgerie.com

La nouvelle Cupra Ateca : L'interprétation la plus contemporaine de la sportivité



La marque Cupra, créée à partir de la division sport automobile maintes fois récompensée, est l'expression ultime de l'originalité, de la sophistication et de la performance. Issue de la passion et conçue pour séduire les amateurs de voitures du monde entier, elle propose des véhicules qui ne sont pas ancrés dans la nostalgie mais bel et bien dans le présent. La division la plus expérimentée, la plus impliquée et la plus passionnée par le sport automobile, est retournée dans son garage pour donner une nouvelle dimension à l'entreprise, et offrir une nouvelle perspective sur les compétences, les capacités et le potentiel de notre organisation.

Cupra créera toute une gamme de produits plus performants, en se basant sur les modèles Seat. Ces produits bénéficieront des puissants outils technologiques du Groupe Volkswagen. La marque Cupra sera également ouverte à des coopérations avec des individus

et des entreprises qui parlent le même langage et partagent la même philosophie sur la manière de proposer des expériences: merchandising, accessoires, événements et, bien entendu, sport automobile. Il n'existe aucune marque telle que Cupra dans le monde aujourd'hui.

L'aventure Cupra a débuté en février dernier avec le lancement de la nouvelle marque et de son premier modèle, la Cupra Ateca. Ce SUV hautes performances marque le début d'une nouvelle ère, et s'impose comme la voiture idéale pour lancer la marque Cupra sur le marché.

Dans un segment dominé par les marques haut de gamme, le lancement de la Cupra Ateca vient redistribuer les cartes, offrant une véritable alternative aux modèles conventionnels et lisses. Cupra propose ainsi une vision la plus contemporaine de la sportivité : inutile de miser sur le luxe pour se sentir unique.



Ghaza

La trêve tient, le gouvernement israélien se déchire

■ Le cessez-le-feu tient, au moins provisoirement, entre Israël et les groupes palestiniens de Ghaza, après la plus sévère confrontation depuis la guerre de 2014, mais il sème la discorde dans la coalition fragilisée du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Par Rima C.

Les services du ministre de la Défense Avigdor Lieberman, qui avait exprimé la veille son désaccord avec l'arrêt des frappes israéliennes, ont annoncé qu'il ferait une déclaration à 13h00 locales (11h00 GMT), provoquant des spéculations sur sa démission. Entre-temps, les écoliers du sud d'Israël et de la bande de Ghaza ont repris la classe hier, trois jours après le début d'une escalade qui a vu les groupes armés palestiniens tirer des centaines de roquettes et d'obus de mortier sur Israël, et l'armée israélienne bombarder des dizaines de positions dans l'enclave. Quatorze Palestiniens ont été tués par les tirs et frappes israéliens. Les hostilités ont causé la mort d'un officier israélien et d'un autre Palestinien travaillant en Israël,

tué par une roquette. Plus qu'à aucun autre moment depuis 2014, elles ont rapproché les protagonistes d'une quatrième guerre en une décennie dans le territoire sous blocus coincé entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée, avant l'annonce mardi après-midi d'un cessez-le-feu sur intercession égyptienne. L'aviation israélienne et les roquettes palestiniennes se sont en conséquence tués mardi après-midi. Et la vie a repris son cours dans la bande de Ghaza éprouvée par les guerres, la pauvreté, les pénuries et le chômage, a rapporté un journaliste de l'AFP. Du côté israélien, toutes les restrictions ont été levées aux activités dans les localités périphériques de Ghaza, où les tirs de roquettes avaient précipité les résidents aux abris. Les trains devaient recommencer à circuler. Le mouvement islamiste

Hamas, qui dirige sans partage la bande de Ghaza, et les autres groupes palestiniens ont indiqué qu'ils respecteraient le cessez-le-feu «aussi longtemps que l'ennemi sioniste le respectera». Le Hamas et ses alliés se sont employés à véhiculer un message de succès. Après l'annonce du cessez-le-feu, des milliers de Ghazaouis ont participé à des manifestations de joie pour proclamer la «victoire sur Israël». Un contraste frappant avec la situation de l'autre côté de la frontière. Nombre d'Israéliens de la «périphérie» soumise aux tirs de roquettes ont exprimé dans la rue et sur les réseaux sociaux leur ressentiment contre un gouvernement qui devrait à leurs yeux frapper plus fort les groupes palestiniens. Et les divisions causées depuis des mois au sein du gouvernement par la stratégie à adopter face au Hamas ont éclaté encore davantage au grand jour. Des centaines d'Israéliens ont manifesté mardi soir à Sdérot, commune riveraine de Ghaza, contre le fait que le gouvernement les laisserait à la merci de nouvelles attaques au lieu de matraquer le Hamas. «Réveillez-vous, le sud est en train de brûler», proclamait une banderole auprès de feux de rue. Malgré des mois de tensions persistantes le long de la frontière avec Ghaza, le Premier ministre israélien a fait le choix du cessez-le-



Ph. > D. R.

feu plutôt que de l'escalade militaire, faute d'options, s'accordent les commentateurs. M. Netanyahu préférerait contenir le Hamas plutôt que de tenter de l'éliminer, inquiet soit du vide que laisserait le mouvement islamiste, soit de l'impossibilité pour Israël d'assurer la sécurité d'un territoire d'où il s'est retiré en 2005. Lors d'une réunion du cabinet de sécurité, forum restreint chargé des questions les plus sensibles autour du Premier ministre, les responsables de l'armée et de tous les services de sécurité ont plaidé pour le cessez-le-feu, a rapporté la presse, et M. Netanyahu les a suivis, sans soumettre la question à un vote. Le ministre ultranationaliste de la Défense, qui a déjà dit par le passé qu'un arrangement avec le Hamas était impossible et préconisé de lui porter un «coup sévère», a immédiatement pris ses

distances en publiant un communiqué pour démentir avoir soutenu un arrêt des opérations israéliennes. Un autre pilier de la coalition et partisan de la manière forte, le ministre de l'Éducation et chef du parti nationaliste religieux Foyer juif, Naftali Bennett, a fait de même. L'opposition a également attaqué M. Netanyahu. Depuis des mois, des élections anticipées avant l'échéance prévue de novembre 2019 sont dans l'air, favorisant les surenchères. Le Conseil de sécurité de l'ONU, quant à lui, s'est réuni à huis clos mardi pour discuter de Ghaza, mais s'est séparé sur un constat d'échec, ont indiqué des diplomates. Ghaza et ses alentours sont en proie depuis fin mars aux tensions qui ont culminé à de nombreuses reprises dans des flambées de violences jusqu'alors retombées au bout de quelques heures.

R. C.



Points chauds

Armée

Par Fouzia Mahmoudi

Si les présidents français et américain ont mis, le temps des commémorations du 11 novembre, de côté leurs différends, la hargne de Donald Trump a refait surface sitôt celui-ci de retour aux États-Unis. Le président républicain a en effet de nouveau vivement attaqué son homologue français, critiquant sa cote de popularité et le taux de chômage en France. Il a également fustigé les droits de douane sur le vin, qu'il juge «injustes». Le président américain s'est fendu mardi d'une salve de tweets très critiques à l'encontre de son homologue, qu'il qualifiait encore ce week-end à Paris de «très bon ami». Le locataire de la Maison-Blanche a démarré ses attaques en critiquant une nouvelle fois l'idée de créer une armée européenne, proposée la semaine dernière par Macron. «Emmanuel Macron a suggéré la création de leur propre armée pour protéger l'Europe contre les États-Unis, la Chine et la Russie. Mais c'était l'Allemagne dans la Première et la Seconde Guerre mondiale. Comment ça a marché pour la France ? Ils commençaient à apprendre l'allemand à Paris avant que les États-Unis n'arrivent. Paie pour l'Otan ou non !», a-t-il écrit. Mais Trump ne s'est pas arrêté là et s'est ensuite attaqué aux droits de douane imposés aux vins américains qu'il juge «injustes». Puis a raillé la cote de popularité de son homologue : «Le problème est qu'Emmanuel Macron souffre d'une très faible cote de popularité en France, 26%, et un taux de chômage à près de 10%», a-t-il fustigé. Le président américain a également assuré qu'il «n'y a pas de pays plus nationaliste que la France, un peuple très fier, et à raison». Et d'ajouter «Make France great again», en référence à son célèbre slogan de campagne. Enfin, l'ancien magnat de l'immobilier est revenu sur une des polémiques du week-end. Samedi, Trump devait se rendre au cimetière américain de Bois-Belleau dans l'Aisne, situé à une centaine de kilomètres au nord-est de Paris. En début d'après-midi, la Maison-Blanche a annoncé qu'il annulait ce déplacement en raison du mauvais temps. Officiellement, l'hélicoptère présidentiel ne pouvait pas décoller à cause des conditions météorologiques. «Quand l'hélicoptère ne pouvait pas voler pour le premier cimetière en France à cause d'une visibilité proche de zéro, j'ai suggéré la voiture. Le service de protection de la Maison-Blanche (Secret Service) a répondu NON», a-t-il confirmé, dénonçant des «fake news». «La relation entre Emmanuel Macron et Donald Trump n'est pas toujours facile mais elle est continue. Le lien entre les deux présidents existe. Au-delà des tweets, ce qui importe c'est qu'ils se parlent plusieurs fois par semaine, et qu'ils évoquent les sujets qui perturbent la marche du monde», confie un conseiller de l'Élysée. Selon lui, «les tweets sont faits pour les Américains, sinon ils ne seraient pas écrits en anglais». «Nous n'avons pas à commenter les contenus qui sont dédiés à ses concitoyens», ajoute-t-il. Une réponse un peu faible pour expliquer l'animosité de Trump. Reste à savoir si le président américain se déchaînera autant sur Angela Merkel, qu'il n'a jamais appréciée, alors qu'elle vient à son tour d'apporter son plein soutien à la création d'une armée européenne.

F. M.

Brexit

Theresa May tente de vendre à son cabinet un projet d'accord

La Première ministre britannique, Theresa May, va tenter hier de convaincre ses ministres de surmonter leurs divisions sur le Brexit pour approuver le projet d'accord conclu la veille par les négociateurs européens et britanniques. L'aval du gouvernement est nécessaire pour permettre l'organisation d'un sommet exceptionnel avec les dirigeants européens afin de valider l'accord. Celui-ci devra ensuite être ratifié par les Parlements britannique et européen avant la date de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 29 mars 2019. Le cabinet se réunit à 14h00 GMT pour «étudier le projet d'accord et décider des prochaines étapes», a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Une réunion présentée comme un «moment de vérité», par les quotidiens *Financial Times* et *The Telegraph*. Dans son éditorial, le tabloïd *The Sun* estime que le texte est une «trahison» et «doit être rejeté». L'incertitude règne quant à la position que vont adopter les ministres les plus eurosceptiques, dont Dominic Raab, en charge du Brexit, ou Penny Mordaunt, secrétaire d'État au

Développement international. La semaine dernière, le secrétaire d'État aux Transports Jo Johnson, partisan du maintien dans l'UE, avait claqué la porte du gouvernement, estimant que l'accord en cours de finalisation constituait «une terrible erreur». «Même si un accord a été signé par l'UE, rien ne garantit qu'il sera accepté par le cabinet», a commenté Ruth Gregory, analyste chez Capital Economics. «Nous ne serions pas surpris de voir de nouvelles démissions tant de la part de Tories européennes que d'euro-sceptiques». De leur côté, les ambassadeurs des 27 autres pays de l'UE se retrouveront hier après-midi à Bruxelles, selon deux sources diplomatiques. Le gouvernement irlandais se réunit lui à 9h30 GMT. Le contenu du projet d'accord n'a pas été divulgué, mais le principal enjeu réside dans les dispositions traitant de la frontière irlandaise, sur lesquelles les négociations butaient ces dernières semaines. Selon la télévision publique irlandaise RTE, le projet d'accord prévoit l'instauration d'un «filet de sécurité» qui doit éviter le retour d'une frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République

d'Irlande. Il aura la forme d'un arrangement douanier pour tout le Royaume-Uni avec des dispositions «plus approfondies» pour l'Irlande du Nord en termes douaniers et réglementaires. L'Irlande du Nord «sera traitée de manière très différente du reste du Royaume-Uni. Beaucoup de personnes concluent que cela aboutira à une frontière réglementaire en mer d'Irlande», a commenté sur la BBC le député du parti nord-irlandais DUP, Jeffrey Donaldson. «Cet accord peut potentiellement aboutir à la scission du Royaume-Uni. Nous ne pouvons pas soutenir cela». Un accord qui «sape l'intégrité économique et constitutionnelle du Royaume-Uni» n'est «pas acceptable», a mis en garde la cheffe du DUP, Arlene Foster, dans un communiqué. Allié du Parti conservateur, le DUP constitue la force d'appoint indispensable à Theresa May pour disposer d'une majorité absolue au Parlement. Au sein des Tories, le projet d'accord est loin de faire l'unanimité. Les partisans du Brexit craignent qu'il n'oblige le Royaume-Uni à se plier aux règles de l'UE pendant des années, et l'empêche de véritablement couper les liens.



Une riche programmation attendue à Alger

Festival international du cinéma, un espace de haute qualité

■ Une programmation riche et inédite a été concoctée par le comité d'organisation de la neuvième édition du Festival international du cinéma d'Alger, annoncent les organisateurs. Même si le programme officiel n'a pas encore été dévoilé, la même source affirme que cette édition, prévue du premier au neuf décembre prochain à l'Office Riadh-El-Feth (salle Ibn-Zeydoun, salle Zinet et espace Frantz-Fanon), sera porteuse de plusieurs belles surprises.

Par Abla Selles

La ville d'Alger s'apprête à accueillir la neuvième édition du Festival international du cinéma d'Alger. Cette édition, prévue du premier au neuf décembre prochain à l'Office Riadh-El-Feth (salle Ibn-Zeydoun, salle Zinet et espace Frantz-Fanon), assure une programmation riche et inédite, confirment les organisateurs. En effet, quatorze pays prennent part à cette édition qui aura pour thème «le film engagé».

Même si la liste des films à projeter n'a pas encore été dévoilée, le comité d'organisation assure qu'il y aura en compétition des longs métrages de fiction, des documentaires, des

courts métrages de fiction, des documentaires hors compétition ainsi qu'une nouveauté off. Des films récents seront projetés pour la première fois à Alger ainsi que des séances de rediffusion sont au menu des organisateurs.

Les projections seront suivies de débats en présence des réalisateurs et parfois même de quelques acteurs, précise la même source. Ainsi, les projections seront organisées à raison de trois séances par jour (14h, 16h30 et 19h).

Afin d'encourager les gens à assister aux projections cinématographiques et offrir aux cinéphiles le plaisir de découvrir des productions récentes, «l'entièreté de l'événement est en accès libre, dans la limite des places



disponibles», selon la même source.

Il est à noter que le but majeur du Festival international du cinéma d'Alger est de créer un espa-

ce d'échange culturel et artistique entre les participants et offrir au public algérien l'opportunité d'assister à des projections récentes des pays participants.

Les débats organisés après chaque projection se veulent aussi une occasion pour connaître la culture de l'autre, la comprendre et apprendre à accepter les différences.

A. S.

Centre national du livre

L'Algérien «aime lire»

Un sondage du Centre national du livre (CNL), dont les résultats ont été annoncés mardi lors d'une conférence à Alger, révèle que l'Algérien «aime lire», mais il est lié par une «certaine intimité» à la lecture.

Ce sondage réalisé par le Centre relevant du ministère de la Culture, en collaboration avec le Laboratoire LAGIC (gouvernance, économie institutionnelle et croissance durable) qui relève de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSSEA) d'Alger, fait ressortir que «95,6% des 1 000 personnes sondées à travers dix wilayas ont dit aimer la lecture».

Le directeur du centre, Djamel Yahiaoui, a indiqué que ce sondage était «partiel» et «ses résultats globaux» seront publiés dans une année, ajoutant que son établissement était «tenu de présenter un bilan préliminaire» parallèlement à la 23^e édition du Salon international du livre

d'Alger (Sila), cloturé récemment, relevant à ce propos que l'opération «se poursuit actuellement» à travers les bibliothèques publiques dans toute l'Algérie, pour un sondage «plus représentatif». Intitulé «Mesurer le degré de lectorat en Algérie», ce sondage, effectué sur un échantillon âgé entre 15 et 65 ans, a démontré que «52% des sondés lisent des contes, des nouvelles et des romans», tandis que 46% d'entre eux s'intéressent aux ouvrages scientifiques et 24% seulement aux livres d'histoire.

Quant à la langue préférée pour lire, le sondage a révélé que 68% des personnes sondées lisent en arabe contre 41,6% en français et 12,7% en anglais.

Les chiffres concernant la langue amazighe sont inexistantes, en raison du «manque d'ouvrages» dans cette langue, donc inexploitable pour la réalisation de ce sondage préliminaire

qui a concerné environ «70% de femmes dont majoritairement des étudiantes», a-t-il poursuivi.

Ce sondage a également fait ressortir que «90% des sondés préfèrent le livre papier au livre numérique». Le sondage a porté sur trois points principaux, à savoir : les informations personnelles, le comportement de consommation et les indicateurs du lectorat en vigueur, selon le responsable du laboratoire, Omar Bechrair.

Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué que ces chiffres qui sont «relatifs et non définitifs», démontrent la relation de l'Algérien avec le savoir, le livre et la lecture.

Abordant la situation du marché du livre en Algérie, M. Mihoubi a annoncé la tenue prochaine d'une rencontre entre les éditeurs, la direction du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture, le Centre national du livre et les deux syndicats

du livre, afin de «proposer» des solutions aux problèmes de ce marché, à soumettre, par la suite, au Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Le ministre a rappelé également la décision du Premier ministre «il y a sept mois, d'accorder au livre les mêmes avantages que ceux accordés à tout autre produit économique», pour permettre le développement du marché de l'édition et du livre.

En ce qui concerne les bibliothèques publiques à travers les wilayas, dont plusieurs sont fermées actuellement, le ministre a dit qu'une décision avait été prise, au niveau du gouvernement, pour consacrer «le principe de service public», en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

M. K.

Théâtre régional de Souk Ahras

Réouverture de l'établissement «au premier trimestre 2019»

Le théâtre régional Mustapha-Kateb de Souk Ahras, fermé depuis de 2016 pour cause de travaux de restauration, sera rouvert «au cours du premier trimestre 2019», a-t-on appris mardi, du directeur local de la culture, Taher Arris.

Les travaux de restauration du théâtre régional de Souk Ahras, dont la construction date de 1931, ont atteint un taux d'avancement de 90% selon ce responsable, rappelant qu'un budget évalué à 80 millions DA a été consacré à cet effet.

Confiés à une entreprise spécialisée dans la restauration de ce genre d'infrastructure, ces travaux visent à réhabiliter ce monument

culturel de 650 places à travers l'exécution de travaux d'étanchéité, de rénovation de la siègerie et des loges, d'élargissement de la scène et renouvellement des équipements d'éclairage, de son et de climatisation ainsi que de réfection de la façade, a expliqué, M. Arris.

Il a par ailleurs révélé qu'il ne reste plus que les travaux de peinture de la façade et de rénovation de la siègerie pour que ce théâtre soit livré au cours du premier trimestre 2019.

Dans ce même registre, ce responsable a fait savoir que le projet de réalisation à l'entrée de la ville de Souk Ahras d'un théâtre de

plein air d'une capacité de 3 600 places, avance à un rythme «soutenu» et sera réceptionné durant «le premier semestre 2019».

La wilaya a bénéficié également d'un projet de réalisation d'un pôle culturel, dont les travaux en cours avancent à un «rythme appréciable», a-t-on ajouté.

Ce futur pôle comprendra, en outre, une maison de la culture «Tahar-Ouettar» et une école de formation musicale, créée avec l'ambition de relancer la vie culturelle dans la région en offrant des espaces d'expression aux amoureux de l'art et des gens de culture de l'antique Taghaste.

L. B.

AGEND'ART

Ezzou'Art galerie

Jusqu'au 15 novembre :
Exposition intitulée «Peintures marines».

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth, niveau 104, Local 1B 32, El-Madania, Alger)

Jusqu'au 24 novembre :
Exposition collective d'arts plastiques, avec les artistes Moussa Bourdine, Djanet Dahel, Moncef Guita, Mohamed Laraba, Yasmine Saadoun, Karim Sergoua, Abdelhadi Talbi et Soupçon d'Art.

Théâtre Municipal d'Alger-Centre

Mercredi 14 novembre :
Dans le cadre du programme culturel Italia culture mediterraneo, l'ambassade d'Italie et l'Institut culturel italien d'Alger présentent un spectacle de la pièce théâtrale «Ali Bitchin». Pour l'amour d'une princesse», une adaptation du livre éponyme de Riccardo Nicolai.

Galerie d'art Dar EL-Kenz Du 17 novembre au 1^{er} décembre :

Exposition «Safar» de l'artiste Samia Skenazene. Vernissage le samedi 16 novembre, à partir de 14h.

Librairie Média-Plus (Constantine)

Samedi 17 novembre :
Rencontre-débat-signature avec Maïssa Bey, auteure du roman «Nulle autre voix» (Barzakh, Alger, 2018).

Musée national public des beaux-arts (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 19 novembre :
2^e Salon de l'art de la céramique, placé sous le thème «Les mains d'Algérie» (participation de 29 céramistes).



CAN 2018 Dames
L'EN se prépare à Accra

LA SÉLECTION algérienne féminine a rejoint ce mardi soir Accra, la capitale du Ghana, pour prendre part à la Coupe d'Afrique des Nations féminine qui se déroulera du 17 novembre au 1^{er} décembre 2018, a indiqué la Fédération algérienne de football. Avant de rallier Accra, l'équipe algérienne, sous la conduite de la sélectionneuse Radia Fertoul, avait effectué un stage de préparation d'une semaine en Côte d'Ivoire, ponctué par deux rencontres amicales contre son homologue ivoirienne. La délégation algérienne, emmenée par Rachid Gasmi et Ammar Bahoulou, est arrivée au Ghana vers 18h30. Elle a été accueillie par son excellence l'ambassadeur d'Algérie qui a été d'une précieuse aide pour faciliter l'évacua-

tion de l'équipe vers son lieu d'hébergement, précise l'instance fédérale sur son site officiel. La sélection nationale figure dans le groupe A composé du Ghana, Mali et Cameroun, alors que le groupe B est constitué du Nigeria, Afrique du Sud, Zambie, et Guinée Equatoriale. Les Vertes débiteront la CAN2018 le 17 novembre prochain à 17h30 face au Ghana dans un match d'ouverture qui s'annonce passionnant. Les Algériennes défieront les 20 et 23 respectivement le Cameroun et le Mali. Les deux premiers du groupe A se qualifieront pour les demi-finales. Les trois premiers à l'issue du tournoi représenteront le continent africain à la Coupe du Monde 2019 en France.

A quelques jours du match face au Togo
Les joueurs confiants et avouent viser les trois points

■ Les joueurs de la sélection nationale sont apparus confiants et très déterminés à réaliser une victoire lors du prochain match comptant pour la 5^e journée des éliminatoires de la CAN 2019 face au Togo, lors de leurs déclarations, avant-hier soir, en zone mixte au Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa.



Les Verts optimistes face au Togo

Par Mahfoud M.

ner un plus à l'équipe et apporter ma contribution sur le plan offensif, si on fait appel à moi», a indiqué le revenant, Youcef Belaili qui n'a justement pas caché son enthousiasme de retrouver les Verts. De son côté, Mehdi Tahart a affirmé que l'EN abordera cette rencontre avec l'ambition d'aller gagner au Togo afin d'assurer la qualification à la CAN-2019 après la défaite face au Bénin. «Nous travaillons sur la cohésion défensive pour trouver l'équilibre qui va nous permettre de développer un meilleur visage lors de ce match décisif qui se jouera dans des conditions certes diffi-

Se préparant très sérieusement sous la houlette du coach national, Djamel Belmadi, les joueurs ont pour la plupart affirmé qu'ils sont animés d'une grande volonté et qu'ils veulent réussir à ramener les trois points lors de ce déplacement en terre togolaise. «Nous sommes à quelques jours d'un match très important face au Togo en vue de la qualification à la CAN-2019 qui reste notre objectif. Pour ma part, je reste à la disposition du staff technique et du coach pour don-

ciles, mais pas insurmontables», a-t-il souligné. Enfin, le défenseur de la formation saoudienne d'Echabab, Djamel Benlamri, pense que le principal objectif sera de chercher les trois points pour assurer la qualification. «Peu importe qui sera aligné dans le onze de départ, nous resterons solidaires et à la disposition du coach pour atteindre notre objectif», a indiqué le défenseur des Verts qui appelle tout le monde à se donner à fond lors de ce match très important pour la sélection nationale.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (14^e journée)

La JSK reste dauphin, l'USMBA surprend le MCA

La 14^e journée du championnat de Ligue 1 de football Mobilis a pris fin mardi, avec le déroulement des deux derniers matches, ce qui a permis à la JS Kabylie de conforter sa place de dauphin, alors que le MC Alger battu à domicile rate l'occasion de monter sur le podium. La JS Kabylie qui accueillait le NA Hussein-Dey à TiziOuzou, a engrangé 3 précieux points après sa victoire (2-1) lui permettant de rester à 4 points du leader, l'USM Alger, auteur du nul (0-0) hier à Oran devant le MCO. Les Canaris qui évoluaient devant un public record, ont inscrit un but par mi-temps (Nwofor-22^e) et Hamroun (74^e)

alors que les «Sang et Or» égalisaient entre temps au début de la 2^e mi-temps par Dib (47^e). L'autre rencontre inscrite au programme de cette journée a vu l'USM bel-Abbès battre le MC Alger (1-0) dans son jardin du 5-Juillet, à Alger. Le récent vainqueur de la Super-Coupe d'Algérie aux dépens du CS Constantine, a inscrit son but par Khali à la 43^e minute, avant de résister corps et âme aux rhus des locaux en 2^e période. Cette victoire, ô combien salubre, des gars de la Mekerra, leur donnera l'occasion de quitter la dernière place avec un total de 12 points en compagnie du CABB Arréridj. Pour le Doyen qui cale encore une fois

sur son terrain, attend toujours le «déclat» que devait donner la nomination du nouvel entraîneur, Adel Amrouche. En ouverture de cette 14^e journée, disputée le week-end dernier, la JS Saoura s'est emparée provisoirement de la 3^e place au classement grâce à sa victoire en déplacement face à l'ES Sétif (1-0), alors que le CR Belouizdad a quitté la lanterne rouge en disposant largement à domicile du MO Béjaïa (4-1). Le CS Constantine, sans l'entraîneur Abdelkader Amrani démissionnaire, continue de manger son pain noir en se faisant accrocher à domicile face au DRB Tadjenanet dans un match épique (3-3).

Après MCA-USMBA

De incidents regrettables au stade 5-Juillet

Des scènes de désolation ont été enregistrées à la fin de la rencontre qui a opposé le Mouloudia d'Alger à l'USM Bel-Abbès au stade du 5-Juillet. En effet, n'ayant pas apprécié que leur équipe favorite soit battue par la formation de la Mekerra, les inconditionnels du doyen des clubs algériens se sont pris aux sièges du stade olympique qu'ils ont complètement saccagés. Les fans

se sont ensuite pris aux policiers en faction qu'ils ont «bombardé» avec les sièges arrachés. Un désordre incompréhensible et une situation regrettable qu'ils auraient dû nous éviter. Encore une fois, donc, les fauteurs de troubles refont surface et sèment la désolation.

R. S.

Escrime

Le coup de gueule de Bernaoui

LA FÉDÉRATION algérienne d'escrime (FAE) a perdu la nouvelle salle dont elle devait bénéficier au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger) pour «une affaire de chantage», a révélé mardi le président de l'instance, Raouf Salim Bernaoui. «Pour bénéficiaire de cette nouvelle salle, qui fut inaugurée par le président du Comité international olympique, Thomas Bach, je devais accepter entre autres de m'engager avec une certaine association. Le fait d'avoir refusé de me plier à ce chantage a fini par nous coûter cette infrastructure», a expliqué le premier responsable de la FAE en conférence de presse au Musée olympique d'Alger. «Une perte énorme pour l'escrime algérienne», a considéré Bernaoui, surtout que cette discipline olympique «déploie déjà un manque flagrant» sur le plan des infrastructures et des moyens pédagogiques. «Le comble de l'ironie pour l'escrime algérienne, c'est qu'au lieu d'acquiescer de nouvelles infrastructures qui l'auraient aidé à progresser, elle a perdu bon nombre parmi celles dont elle disposait déjà. Ce qui est vraiment terrible, et je suis bien

placé pour le dire, car si je fais la comparaison rien qu'avec les moyens dont nous disposions du temps où j'étais encore athlète, la différence est énorme», a-t-il estimé. Bernaoui a regretté également «le manque d'égards» des bailleurs de fonds qui, selon lui, «n'investissent jamais dans l'escrime», considérée pourtant comme une des toutes premières disciplines olympiques. «La fédération a créé une cellule spécialisée qui se charge uniquement de trouver de nouveaux sponsors et elle est très active. Elle a sollicité toutes les entreprises publiques et privées présentes sur le territoire, de la plus petite jusqu'à la plus grande, qu'est Sonatrach. Mais pratiquement aucune n'a répondu favorablement à notre demande. Certaines n'ont même pas daigné nous rendre une réponse, même négative, ce qui montre on ne peut mieux leur manque d'égards», a-t-il encore regretté. Cette conférence de presse a été organisée à l'occasion de l'étape d'Alger des Coupes du monde 2018 de sabre masculin et de fleuret féminin qui se dérouleront respectivement du 16 au 18 novembre et du 23 au 25 du même mois à la salle Harcha.

Lutte/Championnat du monde (U-23)

Laoui sort précocement

L'ALGÉRIEN Laoui Abdennour (-60 KG) a été éliminé, mardi, en huitième de finale de la lutte gréco-romaine des championnats du monde 2018 des moins de 23 ans, organisés du 12 au 18 novembre à Bucarest, en Roumanie. Exempté du tour de qualifications, l'Algérien a été battu par le Roumain Razvan Arnaut (2-1). Lundi, Sid Azara Bachir (-87 kg) avait lui aussi été éliminé au premier tour en perdant face au Russe, Gazi Khalilov (6-1), médaillé de bronze de la lutte gréco-romaine. La finale de la catégorie a mis aux prises ce l'Ukrainien Semen Novikov au Cubain, Daniel Gregoriche

Hechavarria. La sélection algérienne de lutte associée est présente avec deux lutteurs aux Championnats du monde 2018 des moins de 23 ans. Il s'agit de Sid Azara Bachir (GR -87 kg), médaillé d'argent aux Jeux méditerranéens de Tarragone en Espagne et Laoui Abdennour (GR -60 kg). Le rendez-vous de Bucarest est important pour les lutteurs algériens qui avaient l'occasion de jauger leurs capacités face aux meilleurs athlètes mondiaux de la discipline, selon la Fédération algérienne des luttes associées (Fala).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Supporter passé à tabac
au stade par des agents de l'ordre

Le DGSN Lahbiri lance une enquête

■ Des images qui tournent encore en boucle non seulement au niveau national, mais dans le monde entier, montrent des policiers algériens passant à tabac un jeune au stade.

Par N. Stambouli

Ces images, à interdire même dans les films d'horreur, font en réalité moins mal au corps de ce supporter qu'au corps constitué de la police algérienne, éclaboussant sur la lancée l'image de toute l'Algérie. Un, puis deux, puis une nuée de policiers s'acharnant sur un jeune homme, à coups de matraque et de coups de pieds, sur les jambes, au ventre, sur tout le corps, tel est le triste spectacle offert par ces agents de l'ordre

censés protéger le citoyen mais que l'on voit dans le rôle contraire, celui de massacrer de l'Algérien. Sans défense, allongé, ces policiers se ruaient sur lui, alors qu'il est désarmé, parfois perdant connaissance sous les frappes rageuses, féroces des policiers casqués et sans pitié, sans rahma, avec une brutalité, une agressivité et une violence qu'on ne réserve même pas à son pire ennemi. C'est un spectacle vraiment affligeant, mais qui ne nous fera pas oublier le valeureux travail de défense assumé par la police nationale

Mort de Stan Lee, co-créateur de Spider-Man



Djalou@hotmail.com

lors de la sinistre période du terrorisme. Ces policiers agissant de la sorte portent un grave préjudice à l'image des policiers qui accomplissent leur devoir avec sérieux et respect des droits de l'Homme, ainsi qu'à l'image de la Sûreté nationale dans son ensemble. Le communiqué de

cette instance rendu public hier, au lieu de calmer les esprits, ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu, en reléguant le cas de la malheureuse victime en bas de propos. Le DGSN Lahbiri, dont nul n'oserait nier les efforts et surtout les résultats sur le double registre de la modernisation et

d'une meilleure image de la police depuis son arrivée à sa tête, est interpellé par la raison patriotique pour suivre cette affaire dans l'enquête qu'il a déjà lancée et éventuellement sanctionner les coupables de ces actes plus que condamnables.

N. S.

Publicité

PROMO SPÉCIALE
Jusqu'au 10/12/2018

idoom Internet

4

Passez à la **4 Mega** ou plus
et bénéficiez de : *

OFFERT

OFFERT

Pour toutes nouvelles souscription ou basculement à la formule **4 Mega** ou plus, bénéficiez d'un **appareil téléphonique sans fil** et d'un **répéteur WIFI**.

* Offre valable pour les Clients **IDOOM Fibre** et **IDOOM Adsl** dans la limite du stock disponible.

www.algeriatelecom.dz

اتصالات الجزائر
ALGERIE TELECOM